
**Le partenariat économique
Allemagne-Russie
Une interdépendance assumée**

Christian Meier

Avril 2010

Comité d'études des relations franco-allemandes



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

**Les « Notes du Cerfa » font l'objet
d'un soutien de la Fondation Robert Bosch,
dans le cadre du « Dialogue d'avenir franco-allemand ».**

Robert Bosch **Stiftung**

Directeurs de collection : Louis-Marie Clouet, Hans Stark

Traduction : Anne-Céline Cornet

ISBN : 978-2-86592-698-5

© Ifri – 2010 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature « policy oriented ». Envoyées gratuitement à plus de 2 000 abonnés sous forme électronique, à l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Helmut Becker, « Crises et défis de l'industrie automobile allemande », *Note du Cerfa*, n° 72, mars 2010

Reiner Klingholz, Stephan Sievert, « Le décrochage démographique France-Allemagne », *Visions franco-allemandes*, n° 16, janvier 2010

Margot Schüller, « Le partenariat Chine-Allemagne : une interdépendance croissante », *Note du Cerfa*, n° 71, janvier 2010

Christophe Blot, Stefan Kooths, « Forces et faiblesses des modèles économiques : débat franco-allemand sur la crise et ses conséquences », *Visions franco-allemandes*, n° 15, décembre 2009

Auteur

Christian Meier est conseiller scientifique, après avoir été chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik (Fondation Science et Politique, SWP) de Berlin.

Il a étudié de 1961 à 1969 à l'Institut Otto Suhr et l'Institut de l'Europe orientale de la Freie Universität Berlin, où il est diplômé en sciences politiques, avec une spécialisation en relations internationales sur l'URSS, puis en soviétologie.

Spécialiste de l'URSS, de la Fédération de Russie et des Nouveaux États Indépendants, il a travaillé de 1969 à 2004 à l'Institut fédéral pour les études orientales et internationales (Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien, BIOST), puis à la SWP suite à sa fusion avec BIOST en l'an 2000. Ses travaux ont porté sur la politique étrangère économique de l'URSS et de la Russie et sur leurs relations avec les organisations internationales (UE, OMC, OCDE).

Résumé

En 2005, l'Allemagne était le principal partenaire commercial de la Russie, le plus important investisseur étranger et son premier créancier international. Pour le président russe Vladimir Poutine, le gouvernement fédéral allemand était de surcroît l'interlocuteur décisif dans toutes les questions relatives aux relations de la Russie avec l'Union européenne (UE). Au-delà d'un changement de style, la « grande coalition » puis la coalition noire-jaune ont affiché leur volonté de maintenir un partenariat économique stratégique avec la Russie autour de valeurs et d'intérêts communs.

Depuis 2007, l'Allemagne a cependant perdu son statut de premier pays partenaire commercial de Moscou, au profit de la Chine, devenue le plus important fournisseur de marchandises de la Russie. Dans le classement des principaux investisseurs directs dans le système productif russe, l'Allemagne prend seulement la troisième place, derrière les Pays-Bas et Chypre. Les répercussions de la crise financière et économique internationale ont entraîné un recul sensible du commerce bilatéral de marchandises. Les deux pays essaient désormais d'apporter un soutien financier aux projets économiques communs et de redéfinir leurs échanges en un partenariat d'innovation, en réponse à « l'économie de l'intelligence » promue par le président Dmitri Medvedev.

La « praxis » des relations économiques germano-russes s'oriente de plus en plus vers des échanges réciproques. Pour autant, les décideurs à Berlin sont contraints, plus qu'ils ne l'auraient souhaité, de justifier l'échec du rachat d'Opel par le consortium Magna/Sberbank/GAZ ou le dossier du gazoduc de la Baltique. Au-delà des polémiques qu'il suscite, ce projet, baptisé « Nord Stream », constitue le cœur de la coopération énergétique germano-russe.

Les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie continueront donc à se développer sur le moyen terme, mais elles se heurtent à des réticences de chaque côté. Une densification pragmatique des relations de coopération est prévisible, sans toutefois être qualifiée de partenariat stratégique. Elle constituera néanmoins un gain politique pour les deux parties et laissera ouvertes des possibilités de développement pour l'avenir.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LES FONDEMENTS D'UN PARTENARIAT STRATEGIQUE, A L'EPREUVE DE LA CRISE	7
FRUITS ET POLEMQUES DE LA « PRAXIS » ECONOMIQUE BILATERALE.....	16
CONCLUSION : PERSPECTIVES DES RELATIONS ECONOMIQUES GERMANO-RUSSES.....	30

Introduction

Durant l'été 2005, alors que la coalition « rouge-verte » du chancelier Gerhard Schröder et du vice-chancelier Joschka Fischer était dissoute avant le terme de son second mandat, l'Allemagne était le principal partenaire commercial de la Russie, le plus important investisseur étranger et son premier créancier international¹. Pour le président russe Vladimir Poutine, le gouvernement fédéral allemand était de surcroît l'interlocuteur décisif dans toutes les questions relatives aux relations de la Russie avec l'Union européenne (UE).

Au début de l'année 2010, la fin de la « grande coalition » (2005-2009) dirigée par la chancelière Angela Merkel (*Christlich-Demokratische Union*, CDU/*Christlich-Soziale Union*, CSU) et par le vice-chancelier Frank-Walter Steinmeier (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, SPD), et la prise de fonctions de la coalition noire-jaune de la chancelière A. Merkel et du vice-chancelier Guido Westerwelle (*Freie Demokratische Partei*, FDP) ont introduit d'importants changements.

D'après les données structurelles disponibles, la Chine est devenue le plus important fournisseur de marchandises de la Russie, devant l'Allemagne qui est le troisième importateur de produits russes, derrière les Pays-Bas et l'Italie. Dans le classement des principaux investisseurs directs dans le système productif russe, l'Allemagne prend, là encore, seulement la troisième place, derrière les Pays-Bas et Chypre. Puisque le gouvernement russe a remboursé en 2006, avant échéance, les dettes de l'ancienne Union soviétique, l'Allemagne a perdu sa place de premier créancier international de la Russie. Mais surtout, les répercussions de la crise financière et économique internationale ont entraîné un recul sensible du commerce bilatéral de marchandises. À Berlin, les décideurs sont contraints, plus qu'ils ne l'auraient souhaité, de se justifier politiquement quant à la coopération économique avec la Russie, notamment sur le dossier du gazoduc de la Baltique Nord Stream.

¹ Christian Meier, « Deutsch-Russische Wirtschaftskooperation unter Putin: Praxis – Probleme – Perspektiven », in *SWP-Studien*, n° 42, novembre 2004, p. 5.

De ces brèves observations résultent, pour l'examen des relations économiques germano-russes dans la période 2005-2010, trois problématiques étroitement liées :

- Quels facteurs politiques et économiques ont modelé le développement des relations économiques bilatérales ?
- Quels sont les résultats concrets de la coopération et comment les partenaires abordent-ils les problèmes rencontrés dans ce cadre ?
- Quels scénarios de développement des relations économiques bilatérales sont envisageables ?

L'examen de ces questions fait apparaître clairement que l'Allemagne et la Russie restent et veulent rester l'une pour l'autre un partenaire économique stratégique dans le cadre d'une relation d'interdépendance équilibrée.

Les fondements d'un partenariat stratégique, à l'épreuve de la crise

Valeurs, intérêts et buts communs du partenariat économique stratégique

« Avec nos partenaires européens, nous nous engageons en faveur d'un partenariat stratégique avec la Russie, que nous ferons avancer dans tous les domaines, sur le plan bilatéral et sur le plan de l'UE ». Ce passage du sous-chapitre 4 du chapitre IX de l'accord de coalition signé par la CDU/CSU et le SPD le 11 novembre 2005² instituait une continuité, mais laissait aussi augurer des évolutions dans la relation bilatérale germano-russe :

- un nouveau style dans les relations avec la direction moscovite ;
- un partenariat économique stratégique conçu comme un étroit entrelacement de valeurs, d'intérêts et de buts.

Le chancelier G. Schröder et le président V. Poutine étaient « à tu et à toi », unis par une amitié nouée dès leur première rencontre à Berlin à la mi-juin 2000 et renforcée encore par une intensification de leurs contacts et des relations entre leurs familles ; mais rien de tel n'était à attendre du duo Merkel/Steinmeier. Le ministre social-démocrate des Affaires étrangères définissait le nouveau style des relations entre acteurs (qui comprenait un « tutoiement professionnel » dans les relations de travail) de la manière suivante : « Ce sera la sobriété. Mais sobriété ne signifie pas routine et résignation. Elle signifie :

² Contrat de coalition entre la CDU/CSU et le SPD, signé le 11 novembre 2005 et intitulé « Gemeinsam für Deutschland. Mit Mut und Menschlichkeit » : www.spd.de/service/PB/show/1589444/111105_Koalitionsvertrag.pdf.

- un regard lucide sur les chances stratégiques de la coopération germano-russe – ou plutôt, devrait-on dire aujourd'hui, européenno-russe ;
- une parole ouverte, amicale, lorsque certaines évolutions nous inquiètent ;
- un travail patient au service d'une relation riche de son histoire, riche de fécondations mutuelles et – permettez-moi de le dire en toute sobriété – riche d'un avenir commun³ ».

Le ministre des Affaires étrangères reçut l'approbation de Klaus Mangold, président de l'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft*⁴. S'appuyant sur sa longue expérience des relations avec les dirigeants politiques et économiques russes, celui-ci souligna que dans des situations difficiles, on n'obtiendrait jamais rien en donnant publiquement des leçons de morale, mais que seuls des conseils constructifs et liés au dossier pourraient conduire à des changements positifs⁵. Les éléments clés du « partenariat économique stratégique » ont ainsi été définis plus précisément, à défaut d'être fondamentalement renouvelés.

Pendant le mandat de G. Schröder, l'impression dominante était que le partenariat stratégique était une coopération à long terme au service de deux partenaires égaux, dans le cadre de la construction d'une économie de marché efficace en Russie⁶. Le fait que le président russe V. Poutine ait fait avancer la réalisation de ce grand projet avec les méthodes d'un autoritarisme bureaucratique sans entraves politiques ne préoccupait pas directement les élites économiques et le gouvernement fédéral allemands. On a même montré une certaine compréhension pour l'approche de Moscou, qui visait à assurer la stabilité et l'ordre, après les désordres de l'ère Eltsine. Visiblement, les cercles dirigeants à Berlin partageaient le postulat selon lequel la modernisation autoritaire ne serait finalement qu'une phase intermédiaire – voulue, mais limitée dans le temps – sur le difficile chemin qui devait mener à une Russie démocratique dotée d'une économie de marché.

³ « Deutschland, die Europäische Union und Rußland: Partnerschaft für die Zukunft », in www.auswaertiges-amt.de/www/de/infoservice/index_html.

⁴ NDLR : l'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft* fédère diverses associations de l'économie allemande et promeut les relations avec les pays de l'Est de l'Europe.

⁵ Klaus Mangold, « Unser Markt in Moskau – Handel durch Annäherung: Deutsch-Russische Wirtschaftskooperation », in *Internationale Politik (IP)*, mars 2007, p. 71.

⁶ Hannes Adomeit, « Deutsche Rußlandpolitik: Ende des „Schmusekurses“? », in *Ifri-Programm Russland/GUS*, septembre 2005, p. 11-12.

A *contrario*, la « grande coalition » a essayé de montrer clairement que le partenariat économique stratégique devait se fonder à la fois sur des valeurs, des intérêts et des buts communs. Sans l'engagement russe sur des valeurs et des principes communs, tels que l'État de droit, la démocratie et la transparence, la coopération bilatérale serait limitée tant dans sa portée que dans sa profondeur, et la mise en place d'une économie de marché ne serait pas garantie. On s'était rendu compte que le socle de valeurs communes ne pourrait pas être un produit allemand d'exportation, qui serait mis en marche en Russie, après la lecture du mode d'emploi, sur simple pression d'un bouton.

Une pleine concordance sur les valeurs ne pouvait être la condition préalable à la coopération : elles devaient plutôt faire l'objet d'une élaboration commune, au gré d'un long processus. L'implication croissante de la Russie dans les processus de la mondialisation et le développement des contacts entre les sociétés civiles, des jumelages entre communes ou régions, pouvaient favoriser un « transfert silencieux » de valeurs, susceptible d'aider ce processus⁷.

Puisque les valeurs communes peuvent se concrétiser seulement si elles reposent sur des intérêts partagés, le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères allemandes a développé le concept du « rapprochement par l'interdépendance » et, dans la perspective du transfert de la présidence russe de V. Poutine à Dmitri Medvedev, l'a enrichi pour en faire un « partenariat de modernisation », présenté par F.-W. Steinmeier à Ekaterinbourg le 13 mai 2008, dans son discours-programme⁸. Parmi les possibles champs de coopération furent cités la politique énergétique et climatique, la santé, la gestion du développement démographique. La formation et la science, ainsi que les infrastructures et l'administration publique, devaient elles aussi être concernées. Lors des consultations gouvernementales germano-russes à Saint-Pétersbourg début octobre 2008, la chancelière A. Merkel a qualifié cette coopération très diversifiée de « partenariat d'innovation »⁹. Outre la garantie de leur mise en œuvre, la

⁷ Christian Meier, « Ergebnisse des zweiten Treffens des Gesprächskreises „Partnerschaft mit Russland in Europa“ am 23. und 24. Mai 2005 in Moskau – „EU-Russland-Partnerschaft: Ehrgeizige Ziele – Bescheidene Resultate? », in Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Berlin-Moscou/Stiftung Einheit für Rußland (SER), Moscou, *Gesprächskreis Partnerschaft mit Rußland in Europa*, 2005, p. 3-12.

⁸ Discours du ministre des Affaires étrangères F.-W. Steinmeier à l'Institut pour les relations internationales de l'université de l'Oural à Ekaterinbourg : <www.auswaertiges-amt.de/diplo/de/Infoservice/Presse/Reden/2008/080513-BM-Russland>.

⁹ Interview avec Eckart von Klaeden : « Deutsche Rußlandpolitik: „Rußland wird im Westen zu milde beurteilt“ », *Süddeutsche Zeitung*, 30 octobre 2008 : www.sueddeutsche.de/politik/993/315881/text/.

déclinaison de cette coopération en de nombreux projets devait démontrer que la coopération économique stratégique permettrait aux deux pays de faire face durablement à la concurrence mondiale. Ceci devait aller de pair avec l'intégration du partenariat germano-russe dans un partenariat stratégique européen-russe.

Comme la nouvelle orientation du partenariat économique stratégique d'A. Merkel et F.-W. Steinmeier avait été affichée ostensiblement vis-à-vis de la direction russe et soutenue par des figures éminentes de l'économie, on ne peut pas affirmer comme Jochen Franzke¹⁰ qu'ont coexisté au sein de la politique russe de l'Allemagne une *realpolitik* défendue par F.-W. Steinmeier – « se taire en échange du gaz » – et une « politique des valeurs » (*wertepolitisches Konzept*) – « parler et obtenir le gaz » – défendue par A. Merkel.

De plus, la nouvelle coalition noire-jaune a adopté cette même ligne de conduite. Certes, A. Merkel et G. Westerwelle ont évité d'utiliser le terme de « partenariat stratégique avec la Russie » dans l'accord de coalition du 26 octobre 2009¹¹. Mais lors de sa première visite à Moscou, le 20 novembre, le ministre des Affaires étrangères allemand a déclaré au président russe D. Medvedev : « Nous considérons la Russie comme un partenaire stratégique de l'Allemagne et de l'UE. Nous sommes convaincus que nos relations bilatérales ne se fondent pas seulement sur le commerce et la coopération. Nos liens dans les domaines de la culture et de la formation sont tout aussi importants. Nous avons entamé un dialogue intensif sur des thèmes allant de la prééminence du droit à l'échange de jeunes »¹².

La crise financière et économique en Russie depuis l'automne 2008

Lorsque la Russie connut, le 16 septembre 2008, son plus important krach boursier et une suspension provisoire des échanges de titres, les managers qui discutaient au même moment à Dresde des possibilités de coopération germano-russes lors de l'*Industrietag*

¹⁰ Jochen Franzke, « Russland-Politik der Großen Koalition », in *WeltTrends*, n° 6, juillet-août 2009, p. 92.

¹¹ « Für ein „starkes Atlantisches Bündnis und ein handlungsfähiges Europa“ – CDU, CSU und FDP verabschieden Koalitionsvertrag. Im Wortlaut Kapitel V: „Sicherer Frieden“ », in www.uni-kassel.de/fb5/frieden/regionen/Deutschland/koalition2009.html.

¹² « President of Russia – Official Web Portal, November 20, 2009: Beginning of Meeting with German Vice Chancellor and Foreign Minister Guido Westerwelle », in eng.kremlin.ru/text/speeches/2009/11/20/1318_type82914_222929.shtml, traduction libre.

Rußland (Journée de l'Industrie Russie) ne mentionnèrent qu'à peine cet événement. Lorsque la question fut posée, la réponse fut lapidaire : « Les fondamentaux demeurent inchangés »¹³.

Immédiatement après le krach boursier, alors que l'État russe venait de mettre en place un large éventail de mesures destiné à soutenir le secteur financier et économique, la Deutsche Bank et le groupe de gestion d'actifs russe UFG Asset Management rendirent publique l'existence d'un contrat visant à développer leur partenariat stratégique. Le producteur de matériaux de construction HeidelbergCement annonça la reprise de 75,1 % des parts de l'entreprise russe OAO Voronezh Rudoupravlenie. Knorr Bremse déclara son intention de créer une coentreprise (*joint venture*) avec l'entreprise ferroviaire russe RZD pour fabriquer des systèmes de freinage. ThyssenKrupp Elevators remporta un contrat gigantesque pour la fourniture d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques destinés aux Mercury City Towers hautes de 380 mètres. L'éditeur berlinois de logiciels PSI annonça que sa coentreprise russe PSI Energo fournirait le nouveau système de conduite du réseau à haute tension de la région Nord-Ouest, pour une valeur de 17 millions d'euros. Et enfin, la filiale du groupe allemand Wintershall, producteur de pétrole et de gaz naturel, ZAO Achimgaz, déclara qu'elle assurerait l'extraction du gaz en Sibérie.

Mais au cours des quinze derniers mois, l'optimisme qui prédominait quand à la coopération germano-russe s'est assombri, les répercussions de la crise financière et économique internationale frappant non seulement l'Allemagne, mais aussi la Russie. Au début de l'année 2010, l'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft*¹⁴ a publié les résultats d'un sondage réalisé auprès de plus de 200 entreprises allemandes réputées, actives dans des domaines clés de l'économie russe et implantées non seulement à Moscou et Saint-Pétersbourg, mais aussi dans les principales régions de Russie. 73 % d'entre elles avaient noté une nette détérioration du climat des affaires. Mais 17 % des entreprises sondées avaient déjà perçu une reprise de l'économie russe, attendue par 40 % pour 2010. En revanche, 43 % estimaient que ce tournant n'interviendrait qu'en 2011 au plus tôt. Le dynamisme le plus important était prêté aux entreprises du secteur des matières premières et de l'énergie, traditionnellement fort, puis de la logistique, de l'agriculture et du commerce de détail.

¹³ Jutta Falkner, « Gute Nachrichten in schlechten Zeiten », in *Ost-West-Contact*, 10/2008, p. 4.

¹⁴ Eduard Kinsbruner, « Stimmungsaufhellung unter deutschen Unternehmen in Russland – Aktuelle Umfrage des Ost-Ausschusses und der Deutsch-Russischen Außenhandelskammer zum Geschäftsklima in Rußland », in *Ost-Ausschuss-Informationen*, 1-2/2010, p. 8-10.

Comme toutes les entreprises allemandes en Russie misent sur un engagement à long terme¹⁵, elles ne craignent pas, même en temps de crise, de recruter et d'investir. Près de la moitié des entreprises interrogées a donné des chiffres concrets, dont la somme atteint 780 millions d'euros. On peut penser que les investissements totaux en 2010 dépasseront le seuil du milliard. Mais, malgré tout, la rentrée de commandes pour les entreprises allemandes pâtit toujours fortement de la mauvaise situation financière des partenaires russes. Près d'une entreprise sondée sur deux a indiqué que certains de ses contrats avaient été annulés ou remis en cause suite à la crise. La somme des contrats annulés ou reportés s'est élevée, pour ces entreprises, à plus de 400 millions d'euros.

Interrogées sur les avantages du marché russe, les entreprises allemandes pointent toujours les perspectives de croissance et de gains élevées, une structure des coûts favorables et une consommation forte grâce à un facteur de rattrapage. De plus, la relative faiblesse de la pression de la concurrence est perçue positivement. Enfin, l'économie allemande tire un avantage concurrentiel décisif de son excellente réputation de partenaire commercial fiable. Les entreprises allemandes espèrent que la crise économique et financière constitue le signal qu'elles attendaient depuis longtemps, qui convaincra la direction du pays que la restructuration jusqu'alors ratée de l'économie russe doit dorénavant être menée de manière résolue.

L'appel de D. Medvedev à la construction d'une économie russe « intelligente »

Après la publication de son article « Russie, en avant ! »¹⁶ le 10 septembre 2009 sur le site de gazeta.ru, le président russe D. Medvedev a dressé dans son discours sur l'état de la nation au Conseil de la Fédération le 12 novembre un tableau déprimant de la politique et de l'économie du pays¹⁷. En résumé, il a énuméré les blocages les plus insupportables de l'économie russe :

- une économie des matières premières primitive, incapable de faire face à la concurrence internationale ;

¹⁵ Michael Harms, « Die Krise als Chance », in *Ost-West-Contact*, 3/2009, p. 10-15.

¹⁶ President of Russia – Official Web Portal, 10 septembre 2009, article de D. Medvedev, « Go Russia! », in eng.kremlin.ru/text/speeches/2009/09/10/1534_type104017_221527.shtml.

¹⁷ Hans-Henning Schröder, « Modernisierung „von oben“ – Medwedew's zweiter Bericht zur Lage der Nation – Analyse », in *Russland-Analysen*, 192/09, p. 2-6.

- des entrepreneurs dont la production ne satisfait pas du tout les besoins des populations ;
- une faible productivité du travail et une mauvaise utilisation de l'énergie ;
- une corruption chronique ;
- des institutions politiques très éloignées de l'idéal démocratique ;
- une société civile faible ;
- une mortalité importante due à l'abus d'alcool, à une insuffisante prise en charge de la santé et à des problèmes environnementaux.

Afin de mettre un terme à cette situation, D. Medvedev a appelé à la construction d'une « économie intelligente ». Grâce à une modernisation de grande ampleur et à l'innovation technologique, l'économie russe doit retrouver le chemin de la croissance.

Cependant, comme en conviennent maintenant aussi les experts russes, cette offensive de l'innovation ne pourra être menée qu'en soutenant les PME, qui peuvent s'adapter plus vite à un nouveau contexte en temps de crise que les grandes entreprises. Si les PME représentent en Allemagne environ 60 % du produit intérieur brut (PIB) et constituent donc la colonne vertébrale de l'économie, leur part dans le PIB russe atteint à peine 17 %. Il y a ici un potentiel de développement qui offre aux intérêts allemands de bonnes possibilités de coopération, si le cadre juridique en Russie le permet. Pour cette raison, l'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft* favorisera en 2010, lors de la 4^e conférence des PME à Moscou, la mise en relation d'entreprises allemandes et russes et le développement de projets communs. Parmi les plus de 6 000 entreprises à participation allemande ou filiales allemandes implantées dans toutes les régions russes, plus de 90 % sont des PME.

Pour la mise en place d'une « économie intelligente », le président russe mise sur la technologie médicale et pharmaceutique, l'efficacité énergétique, l'énergie nucléaire, le spatial, les télécommunications et les technologies de l'information.

Dans le domaine de la technologie médicale et pharmaceutique, la partie allemande a proposé, dans le cadre du *Deutsch-russische Strategische Arbeitsgruppe Wirtschaft und Finanzen* (Groupe de travail stratégique germano-russe – Économie

et Finances, SAG)¹⁸, de participer à des projets visant à restructurer des hôpitaux, à transférer des compétences des centres de technologie médicale de pointe, et à assurer la formation initiale et continue des personnels.

Dans le deuxième domaine, les intérêts de l'Allemagne et de la Russie se complètent mutuellement. En tant que fournisseur de technologie et d'équipement, l'Allemagne tirerait profit d'une plus grande efficacité énergétique russe, qui permettrait aussi à la Russie de consacrer, à terme, plus d'énergie aux exportations vers l'Allemagne.

En ce qui concerne le domaine de l'énergie nucléaire, le projet de coentreprise entre Rosatom et Siemens AG, dont la création dépend de l'issue de la procédure de divorce engagée entre Siemens et l'entreprise française Areva Nuclear Power (NP), ouvrirait de nouveaux marchés. La coentreprise ne doit pas seulement moderniser des centrales nucléaires déjà existantes, en accroître les performances et démanteler d'anciennes installations. Elle doit aussi construire de nouvelles centrales nucléaires. En effet, le gouvernement russe projette de coupler au réseau électrique au moins dix nouvelles centrales d'ici 2015 et, en plus, d'exporter chaque année au moins deux centrales.

Siemens travaille en coopération avec Rosatom depuis plus de vingt ans. Les centrales nucléaires de Mochovce et de Bohunice, construites en Slovaquie sur le modèle russe, ont par exemple été équipées d'un système de contrôle-commande de sûreté dont la technologie a été développée par Siemens. Par l'intermédiaire d'Atomstroyexport, filiale de Rosatom, les deux entreprises participent à la construction de la centrale nucléaire de Belene, en Bulgarie. Une future alliance stratégique entre Siemens et Rosatom valorise considérablement l'actuelle coopération nucléaire entre l'Allemagne et la Russie. Jusqu'à présent, l'intérêt du public se concentrait principalement sur l'évacuation des déchets nucléaires allemands vers la Russie, le démantèlement des sous-marins à propulsion nucléaire russes et l'acquisition de l'entreprise allemande Nukem Technologies GmbH par Rosatom.

Dans le domaine de la navigation spatiale, une bonne coopération existe non seulement sur le plan scientifique, par exemple avec la mise en service concertée du télescope à rayons X « eROSITA », mais aussi sur le plan économique, comme l'illustre la participation minoritaire de la banque publique russe Vneshtorgbank (VTB) dans le groupe européen EADS.

¹⁸ NDLR : le « Groupe de travail stratégique » a été créé par les gouvernements russe et allemand en 2000 pour intensifier les relations économiques bilatérales.

L'offre et la demande des deux pays en matière de technologies de l'information correspondent particulièrement bien. Les entreprises allemandes rencontrent en Russie un grand succès dans la vente de matériel pour les technologies de l'information et les télécommunications, ainsi que pour l'électronique grand public. Les entreprises russes de haute technologie se sont fait une place en Allemagne en tant que prestataires de services et de sous-traitance pour le développement de logiciels.

La privatisation prévue de 5 500 entreprises d'État russes, lors de laquelle la participation d'entreprises de l'Ouest doit expressément contribuer à la modernisation de l'économie russe grâce à des transferts de technologie, représente elle aussi une bonne occasion de poursuivre le développement des relations économiques bilatérales. Lors de consultations du SAG, l'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft* a proposé de réduire le grand nombre de projets de privatisation à environ 30 projets pilotes de la coopération germano-russe.

L'économie allemande soutient en outre la demande du président D. Medvedev d'accorder une plus grande responsabilité à la jeune génération pour le développement de la société et de l'économie. L'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft* est donc l'un des membres associés fondateurs de la fondation *Deutsch-Russischer Jugendaustausch* (Échange de jeunesse germano-russe), créée dans le cadre d'un partenariat public-privé innovant. De plus, l'*Ost-Ausschuss* a mis en place un séminaire intensif annuel réunissant de jeunes cadres à haut potentiel russes et allemands, les *Deutsch-Russische Gespräche Baden-Baden* (Entretiens germano-russes de Baden-Baden), afin de renforcer leurs compétences techniques et managériales, et d'encourager le dialogue entre eux¹⁹.

¹⁹ Rainer Lindner, « Mit Wirtschaftsreformen und Innovationen gestärkt aus der Krise », in *Das Jahrbuch für die deutsch-russischen Wirtschaftsbeziehungen*, édition 2010, p. 43-45.

Fruits et polémiques de la « praxis » économique bilatérale

Compte tenu de ces facteurs déterminants, l'intérêt public porté à la pratique des relations économiques bilatérales s'est concentré sur trois points principaux : la circulation bilatérale de marchandises et le financement ; les investissements directs réciproques ; le partenariat énergétique germano-russe et le projet d'un gazoduc en mer Baltique.

Circulation des biens et financements, sous garantie étatique

Le commerce bilatéral germano-russe de marchandises, dont dépendent 70 000 emplois en Allemagne, a traversé deux phases de développement distinctes au cours de la période considérée (2005-2010). De 2005 à 2008, il a enregistré une croissance exceptionnelle. Le chiffre d'affaires global a crû de 75,2 %, passant de 38,9 à 68,2 milliards d'euros. La valeur des exportations allemandes vers la Russie est passée de 17,3 à 32,3 milliards d'euros, augmentant de 87,1 % (cf. tableau 1). Jusqu'à la fin de l'année 2007, l'Allemagne occupait la première place parmi les fournisseurs de la Russie (13,5 %), devant la Chine (12,2 %). À la fin de l'année 2008, la Chine a cependant dépassé pour la première fois l'Allemagne (13 % contre 12,8 %).

Les importations russes en Allemagne ont, quant à elles, augmenté dans une moindre mesure (66,1 %), passant de 21,6 à 35,9 milliards d'euros (cf. tableau 2). Comme en 2007, l'Allemagne était en 2008, selon les statistiques officielles, seulement à la troisième place des pays importateurs de produits russes, avec 7,1 %, derrière les Pays-Bas (12,2 %) et l'Italie (9 %).

Le déficit de la balance commerciale allemande a connu une évolution en dents de scie. En 2005, le passif s'élevait à 4,3 milliards d'euros. L'année suivante, il atteignait 6,6 milliards d'euros. En 2007, il enregistrerait un recul impressionnant, se réduisant à 0,6 milliard d'euros, avant d'atteindre à nouveau une valeur de 3,6 milliards d'euros dès la fin de l'année 2008.

Tableau 1. Exportations de la République fédérale d'Allemagne vers la Fédération de Russie, en millions d'euros

Position CTCl	Désignation de la marchandise	2005	2006	2007	2008	1 ^{er} sem 2009	Évolution(*)
0 à 9	Total	17 277, 5	23 371, 8	28 161, 7	32 341, 1	9 637, 5	- 38, 9
0	Produits alimentaires	690, 6	937, 9	1 027, 9	1 222, 7	446, 6	- 24, 6
5	Produits chimiques	2 471, 8	3 270, 1	* 3 710, 0	3 655, 6	880, 5	* -31, 4
51 plus 52	Produits organiques et inorganiques	180, 9	2 841, 9	280, 3	312, 4	105, 3	- 33, 4
54	Produits médicaux et pharmaceutiques	559, 2	* 770, 0	821, 0	1 075, 4	444, 0	- 11, 6
57 plus 58	Matières plastiques	714, 2	930, 3	1 087, 2	1 123, 7	298, 8	- 48, 3
64	Papier, carton	402, 0	502, 9	536, 2	542, 4	179, 3	- 32, 3
65 plus 84	Textiles et vêtements	578, 6	785, 6	974, 1	1 047, 5	382, 0	- 22, 6
67	Fer et acier	176, 4	316, 5	407, 9	407, 7	193, 9	- 14, 6
68	Métaux non-ferreux	215, 4	310, 1	311, 4	340, 6	78, 1	- 52, 4
69	Articles manufacturés en métal	525, 8	756, 6	899, 3	1 081, 2	269, 0	- 49, 8
71 à 74	Machines	3 915, 2	5 420, 7	6 614, 5	8 068, 2	2 432, 8	- 39, 3
75 plus 76 plus 77	Électronique	2 360, 9	2 484, 9	2 219, 5	1 736, 6	495, 3	- 39, 5
77 moins 776	Électrotechnique	1 305, 3	1 769, 5	2 179, 7	2 573, 6	676, 6	- 40, 2
78	Véhicules routiers et pièces	1 884, 8	3 209, 5	4 827, 9	5 595, 6	1 049, 0	- 66, 3
87	Appareils de mesure	497, 7	689, 2	884, 5	1 035, 5	286, 6	- 34, 4
88	Optique	89, 6	113, 2	142, 0	132, 5	44, 8	- 32, 4

(*) Évolution en % par rapport à l'année (même période de référence).
Sources : DeStatis; Berechnung von Germany Trade & Invest; * : calculs de l'auteur.

Deux raisons déterminantes expliquent l'évolution du commerce bilatéral, positive du point de vue allemand. D'une part, la partie allemande a profité de la hausse du cours de l'euro par rapport au dollar américain, qui a limité les répercussions de la hausse mondiale du prix de l'énergie puisque les livraisons de pétrole et de gaz russes sont réglées en dollars. D'autre part, les entreprises allemandes ont enregistré plus de commandes en raison de la bonne santé de l'économie et des finances russes. Ainsi, l'exportation de machines et d'équipements, de véhicules et pièces détachées de véhicules, de produits de l'industrie chimique et pharmaceutique, de produits alimentaires et de biens de consommation a doublé ou presque doublé.

Comme lors des précédentes phases d'évolution, les importations russes entre 2005 et 2008 ont été dominées par

l'énergie, les matières premières, les produits chimiques, le fer et l'acier, ainsi que des métaux non ferreux, qui représentaient au total plus de 75 % des importations globales. En tant que principal fournisseur de pétrole et de gaz, la Russie est un partenaire stratégique de l'Allemagne. La République fédérale importe de Russie 37 % de sa consommation annuelle en gaz et 31 % de sa consommation actuelle de pétrole. La progression de ces importations se fonde très largement sur un niveau de prix mondial élevé, bien que la croissance des taux de production ait aussi nécessité une augmentation modérée de l'apport en volume.

Tableau 2. Importations en République fédérale d'Allemagne de produits de la Fédération de Russie

Position CTCI	Désignation de la marchandise	2005	2006	2007	2008	1 ^{er} sem 2009	Évolution (*)
0 à 9	Total	22 283,9	30 181,8	28 890,7	35 908,9	11 143,3	- 33,5
0	Produits alimentaires	103,2	140,0	124,9	135,9	64,1	- 2,5
5	Matières premières	399,5	581,0	462,4	439,5	115,6	- 49,6
51 plus 52	Produits chimiques	545,7	566,6	* 722,2	575,8	332,9	* - 15,4
54	Produits organiques et inorganiques	409,6	481,7	568,5	485,1	221,5	- 0,9
57 plus 58	Produits médicaux et pharmaceutiques	0,8	(-)	* 0,9	* 0,9	1,1	- 0,0
64	Matières plastiques	31,7	12,3	32,8	46,1	10,0	- 60,8
65 plus 84	Papier, carton	98,4	102,2	117,6	107,0	61,7	+16,5
67	Textiles et vêtements	55,3	45,1	30,2	17,2	7,4	- 31,3
68	Fer et acier	700,3	713,9	908,8	1 109,0	217,4	- 61,0
69	Métaux non-ferreux	1 833,8	2 944,1	3 297,7	2 683,7	654,6	- 56,4
71 à 74	Articles manufacturés en métal	49,2	52,6	60,1	54,7	23,0	- 14,5
75 plus 76 plus 776	Machines	97,2	110,1	110,1	125,9	45,8	+ 3,0
77 moins 776	Électronique	17,6	22,6	22,0	23,8	10,2	- 11,4
78	Électrotechnique	38,9	31,5	36,3	48,5	20,3	- 14,7
87	Véhicules routiers et pièces	23,5	21,1	22,1	22,0	11,7	+ 6,9
88	Appareils de mesure	16,2	28,2	32,5	41,3	17,2	- 1,5
	Pétrole	11 818,5	15 152,9	13 954,1	18 631,6	5 180,6	- 41,9

(*) Évolution en % par rapport à l'année (même période de référence).
Sources : DeStatis; Berechnung von Germany Trade & Invest; * : calculs de l'auteur.

Depuis 2009, le commerce de marchandises entre l'Allemagne et la Russie a significativement reculé suite à l'évolution de l'économie de chacun des deux pays vers une situation de crise. Avant le début des consultations économiques germano-russes, les 18 et 19 février 2010 à Moscou, le ministre allemand de l'Économie

Rainer Brüderle a annoncé que le chiffre d'affaires du commerce bilatéral pour les premiers onze mois de l'année 2009 ne s'élevait plus qu'à 41,2 milliards d'euros, soit un recul de 36,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les exportations vers la Russie ont reculé de 37,6 % et les importations en provenance de la Russie, de 35,1 %²⁰. Avec 12,6 %, l'Allemagne se place en revanche au deuxième rang des principaux fournisseurs de la Russie, derrière la Chine (13,4 %). Elle reste à la troisième place des pays importateurs de marchandises russes avec 6,04 %, derrière les Pays-Bas (12,1 %) et l'Italie (8,05 %) mais devant les États-Unis (5,41 %) et la Chine (5,36 %)²¹.

Plus que jamais, l'attention politique s'est concentrée en 2009 sur les questions du financement du commerce. À l'aide de garanties de crédit à l'exportation, appelées « garanties Hermes »²², le gouvernement fédéral allemand permet et facilite l'accès d'exportateurs allemands à des marchés étrangers dotés d'un fort potentiel de croissance mais risqués, et les protège – en échange du versement de primes de risque – contre la perte de leurs créances à l'étranger. Parmi les pays où la part d'exportations allemandes couvertes par les « garanties Hermes » était la plus importante en 2009, figure à la troisième place la Russie (1,99 milliard d'euros), derrière la Corée du Sud (2,09 milliards d'euros) et les États-Unis (2,07 milliards d'euros)²³. Par rapport à 2008, lorsque le volume de couverture Hermes s'élevait encore à 2,9 milliards d'euros, cela représente un recul de 68,6 %.

Comme elles étaient confrontées à l'annulation de commandes russes de machines et d'équipements, y compris après le versement d'acomptes, les entreprises allemandes ont demandé avec une intensité croissante de nouvelles initiatives de financement. Cette revendication s'appuyait sur le manque de capital disponible et de lignes de crédit à court terme pour les activités opérationnelles. D'après une enquête réalisée conjointement par l'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft* et la Chambre de commerce germano-russe, 80 projets germano-russes étaient touchés, pour un volume de plus de 2,5 milliards d'euros. Grâce à une entente rapide au plus haut niveau, un accord sur un crédit-cadre de 500 millions d'euros a pu être conclu entre la banque allemande KfW IPEX-Bank et la Vneshekonombank (VEB) russe le 16 juin 2009 à Munich, lors des consultations gouvernementales germano-russes. Le SAG a été chargé de recenser et d'apprécier les projets dignes d'être soutenus : ces projets doivent être en cours de réalisation, contribuer

²⁰ *BMWI-Tagesnachrichten*, n° 12058, 18 février 2010.

²¹ « German Trade & Invest, Wirtschaftsdaten Russische Föderation », décembre 2009.

²² Ces garanties tiennent leur nom de celui de l'agence publique qui les accorde.

²³ *BMWI-Tagesnachrichten*, n° 12057, 17 février 2010.

durablement à la modernisation de l'économie russe, et leur financement doit être menacé. D'après l'accord-cadre entre la VEB et la KfW IPEX-Bank, le montant de la participation allemande au projet s'élève à 5 millions d'euros minimum. Le partenaire russe doit verser un acompte représentant 15 % de la valeur du contrat d'approvisionnement. La durée initiale du prêt expire au 1^{er} juillet 2013 et peut même être prolongée au cas par cas²⁴.

Par ailleurs, la KfW IPEX-Bank a réussi à assurer une offre suffisante de financement pour les exportations de valeur peu élevée, qui devrait se révéler utile dans la crise actuelle. Cette offre est garantie par un accord de coopération conclu avec le réseau canadien de financement des exportations Northstar Trade Finance à la mi-décembre 2009. Par l'intermédiaire de sa filiale Northstar Europe, Northstar Trade Finance prend en charge, pour le compte de la KfW IPEX-Bank, le financement des affaires à l'export avec des partenaires contractuels russes à partir d'une valeur de 0,5 million à 5 millions d'euros, pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans. La condition préalable est que ces contrats soient couverts par une assurance-crédit à l'exportation²⁵.

Le manque de fonds ne conduit cependant pas seulement à la conception de nouvelles formes de financement du commerce. Les entreprises se montrent aussi de plus en plus prêtes à recourir à des formes de commerce autrefois répandues dans le monde entier, telles que le troc ou les transactions symétriques (« Commodity Trade »), pour lesquelles il existe d'ores et déjà des chambres de compensation. Néanmoins, la part de ces formes de commerce dans le volume global est encore très marginale.

Réciprocité croissante des investissements directs

D'après les données du Comité d'État pour les statistiques, l'encours cumulé des investissements étrangers²⁶ en Russie s'élevait à plus de 264 milliards de dollars à la fin de l'année 2008. La participation allemande s'élevait à 17,425 milliards de dollars, derrière celles de Chypre (59,902 milliards de dollars), des Pays-Bas (43,346 milliards

²⁴ Martin Hoffmann, « Deutsch-Russische Finanzierungsinitiative – Sicherung der Modernisierung der russischen Wirtschaft », in *Ost-Ausschuss-Informationen*, 9/2009, p. 12.

²⁵ *Ost-West-Contact*, 1/2010, p. 54.

²⁶ Sous le terme « encours cumulé des investissements étrangers », les statistiques russes incluent trois catégories d'investissements : les investissements directs, les investissements de portefeuille et les « autres investissements », parmi lesquels figurent par exemple les prêts octroyés par divers bailleurs internationaux et les crédits commerciaux.

de dollars), du Luxembourg (34,402 milliards de dollars) et de la Grande-Bretagne (30,811 milliards de dollars), plaçant l'Allemagne au cinquième rang (cf. tableau 3).

**Tableau 3. Encours des investissements étrangers en Russie ;
état à la fin de l'année 2008**

Investissements étrangers en Russie selon le pays d'origine	en millions de dollars (USD)	part en % (*)
Total	264 000 \$	100, 0 %
Chypre	59 902 \$	22, 7%
Pays-Bas	46 346 \$	17, 6%
Luxembourg	34 402 \$	13, 0 %
Grande-Bretagne	30 811 \$	11, 7 %
Allemagne	17 425 \$	6, 6 %
Irlande	9 662 \$	3, 7 %
France	9 542 \$	3, 6 %
États-Unis d'Amérique	8 768 \$	3, 3 %
Îles Vierges britanniques	8 267 \$	3, 1 %
Japon	4 077 \$	1, 5 %
Autres pays	34 800 \$	13, 2 %

Sources : http://de.rian.ru/img/120515223_free.html; (*): calculs de l'auteur.

Les investissements directs à long terme, décisifs pour le développement de la Russie, atteignaient 95,023 milliards de dollars à la fin du mois de juin 2009 d'après les statistiques russes ; l'Allemagne figure à la troisième place des pays investisseurs avec 6,84 milliards de dollars, derrière les Pays-Bas (29,09 milliards de dollars) et Chypre (25,65 milliards de dollars). De nombreux investissements étant effectués par l'intermédiaire de filiales d'entreprises allemandes, la valeur totale réelle est probablement nettement plus élevée (cf. tableau 4).

Tableau 4. Investissements directs dans l'économie russe selon les pays d'origine ; état au premier semestre 2009

Investissements directs	en milliards de dollars (USD)	part en % (*)
Total	95,023\$	100,0 %
Pays-Bas	29,09 \$	30,6 %
Chypre	25,65 \$	27,0 %
Allemagne	6,84 \$	7,2 %
Îles Vierges britanniques	3,99 \$	4,2 %
Grande-Bretagne	3,70 \$	3,9 %
États-Unis d'Amérique	2,75 \$	2,9 %
France	1,99 \$	2,1 %
Luxembourg	0,95 \$	1,5 %
Autres	20,40 \$	21,1 %

Sources : http://de.rian.ru/img/122615431_free.html; (*) : calculs de l'auteur.

Au cours des dernières années, les principaux investisseurs allemands en Russie ont été des entreprises telles que E.ON, Wintershall, Volkswagen, Siemens, Metro, ThyssenKrupp et Deutsche Bank. Des PME à succès telles que Knorr Bremse, Knauf, Herrenknecht, Claas, Digitech et beaucoup d'autres constituent l'épine dorsale de l'investissement allemand en Russie.

Au moyen de garanties d'investissement, le gouvernement fédéral offre aux entreprises allemandes une protection importante contre les pertes dues aux nationalisations et aux expropriations sans contrepartie, ainsi qu'aux moratoires de paiement. Pour les investissements en Russie, le volume global des garanties s'élève actuellement à 8,3 milliards d'euros. Pendant la crise financière et économique, la demande en garanties d'investissement s'est élevée. En 2009, de nombreux projets n'ont pu être financés que grâce à un recours à ces garanties²⁷.

L'amélioration des conditions économiques jouera un rôle important dans la future activité d'investissement d'entreprises allemandes en Russie. Ces conditions se sont encore une fois détériorées sous l'effet de la crise. Les entreprises allemandes jugent particulièrement critiquables la bureaucratisation croissante en Russie, c'est-à-dire la créativité et la fantaisie dont font preuve les administrations lorsqu'il s'agit d'imposer des exigences nouvelles et coûteuses. Les firmes allemandes ne sont pas moins critiques dans leur évaluation des douanes, de la certification, de la fiscalité, des procédures d'autorisation et de l'appareil réglementaire régissant

²⁷ Johanna Driver/Ruth Bartonek, « Die Exportkredit- und Investitionsgarantien der Bundesrepublik Deutschland in Rußland », in *Das Jahrbuch für die deutsch-russischen Wirtschaftsbeziehungen*, édition 2010, p. 178-180.

l'embauche de personnels étrangers en Russie. De plus, les entreprises allemandes réclament une meilleure sécurité juridique, une lutte plus active contre la corruption, un marché plus libéralisé, un champ d'application plus restreint à la loi limitant les investissements étrangers dans les secteurs économiques « stratégiques » et un moindre protectionnisme.

Depuis des années déjà, la pratique courante de la coopération germano-russe montre que les investissements directs ne suivent pas une trajectoire à sens unique, qui irait seulement de l'Allemagne vers la Russie, mais une trajectoire à double sens. Si, en 2005, à peine 0,2 % (soit 791 millions d'euros) des investissements directs étrangers (IDE) réalisés en Allemagne provenait de Russie, le volume global des investissements russes directs en République fédérale, participations financières comprises, représente vraisemblablement plus de 4 milliards d'euros aujourd'hui. D'après des données de l'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft*, environ 1 300 firmes russes seraient présentes en Allemagne²⁸. Dans le seul Land de Bavière, 40 entreprises russes sont actives, principalement dans les domaines des technologies de l'information et du développement de logiciels, du transport et de la logistique, ainsi que dans le secteur immobilier. L'entreprise gazière monopolistique Gazprom occupe depuis des années la première place parmi les entreprises venues de Russie : Gazprom est sponsor du club de football de la première division allemande « Schalke 04 », partenaire de Wintershall au sein de la coentreprise Wingas, actionnaire du fournisseur d'énergie installé à Leipzig Verbundnetz Gas AG (VNG) et enfin, promoteur du projet de gazoduc de la Baltique. Outre Gazprom, d'autres investisseurs russes ont fait leur apparition, avec plus ou moins de succès. En 2007, BasEl, propriété de l'oligarque Oleg Deripaska, a pris une participation de 10 % dans le capital du géant du BTP Hochtief. Comme l'entreprise russe et son actionnaire principal ont connu une crise financière, cette participation a été revendue dès l'année suivante. L'entreprise Dessau (technologies des véhicules) a fait faillite deux ans après avoir été rachetée par l'entreprise russe Transmash (fabrication de matériel roulant ferroviaire). L'entreprise de prêt-à-porter Escada, dont l'entrepreneur russe Roustam Astenenko avait acquis 20 % du capital, dut elle aussi déposer son bilan à l'été 2009. Parmi les succès, on peut citer celui de l'entrepreneur russe Alexeï Mordachov, qui est l'un des principaux actionnaires du grand groupe de tourisme allemand TUI avec une participation de 15 %. 1 700 emplois ont été sauvés *in extremis* dans les usines d'Essen, Hamm et Coswig²⁹ du premier fabricant mondial

²⁸ *Deutschland und Rußland: Strategische Partner mit Zukunft, Positionspapier des Ost-Ausschusses der Deutschen Wirtschaft*, Berlin, 2009, p. 15.

²⁹ Klaus Mangold, « Gemeinsam zu neuem Wachstum – Die deutsche und die russische Wirtschaft sind im schwierigen Jahr 2009 noch enger zusammengerückt », in *Ost-West-Contact, Deutsch-Russisches Wirtschaftsjahrbuch 2010*, p. 10-11.

de garniture de frein TMD, grâce à l'entrée dans son capital de la société en participation russe Pamplona Capital Management, qui s'appuie sur le groupe financier et industriel Alfa.

Lors de leur rencontre en Crimée, le 14 août 2009, le président russe D. Medvedev et la chancelière allemande A. Merkel ont réaffirmé leur soutien à deux importants projets d'investissement impliquant des capitaux russes : les chantiers navals Wadan et Opel-Allemagne.

Suite à l'intervention de D. Medvedev, l'ancien ministre de l'Énergie Igor Youssoufov et son fils Vitali se sont portés acquéreurs des chantiers navals Wadan de Wismar et de Rostock-Warnemünde, qui appartenaient depuis le début 2008 à hauteur de 70 % à la société en participation russe FLC West et avaient déposé leur bilan le 5 juin 2009. Grâce aux 40,5 millions d'euros que les deux investisseurs projettent d'injecter, jusqu'à 1 600 des 2 500 emplois doivent être préservés³⁰.

Le gouvernement allemand souhaitait que l'équipementier automobile canadien Magna, la banque russe Sberbank et le constructeur automobile russe GAZ prennent le contrôle du constructeur allemand Opel à la société-mère américaine General Motors (GM). Le conseil d'administration de GM approuva cette proposition le 10 septembre 2009. Dans le protocole d'accord correspondant adopté par les partenaires, Magna se déclarait prêt à acquérir 55 % des parts d'Opel, dont 27,5 % devaient être financés par la Sberbank pour la modique somme de 500 millions d'euros. Le gouvernement allemand fit entrevoir une possible garantie de l'État (entendant par là des crédits de l'État) d'une somme de 4,5 milliards d'euros, dont Magna voulait consacrer 600 millions à la modernisation de l'industrie automobile russe. Le protocole d'accord ne fut jamais transformé en un contrat en bonne et due forme car le conseil d'administration du groupe GM s'opposa le 3 novembre 2009 à la vente de la filiale allemande Opel à Magna/Sberbank/GAZ. Ce refus était probablement lié au rétablissement de la situation financière du groupe américain, au bon positionnement d'Opel-Allemagne sur le marché des petites et moyennes voitures, ainsi qu'à la peur d'un transfert complet des savoir-faire vers la Russie. L'indignation du gouvernement allemand face à ce revirement de GM ne suffit pas à cacher l'échec du projet que D. Medvedev et A. Merkel/F.-W. Steinmeier avaient conçu comme la vitrine du partenariat de modernisation germano-russe³¹.

³⁰ et *Junge Welt*, 19 août 2009.

³¹ Interview du *Spiegel* avec Klaus Mangold le 5 novembre 2009, in <http://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/0,1518,659488,00.html>

Partenariat énergétique germano-russe : le projet polémique d'un gazoduc en mer Baltique

Après l'échec de la vente d'Opel-Allemagne à Magna/Sberbank/GAZ et encore avant la fin de l'année 2009, un jalon important pour la réalisation du partenariat énergétique germano-russe a été posé.

Le 21 décembre 2009, le service des mines de Stralsund en Allemagne a autorisé la construction du gazoduc de la Baltique. L'accord de l'Office fédéral pour la navigation en mer et l'hydrographie (*Bundesamt für Seeschifffahrt und Hydrographie*, BSH), valable pour la zone économique exclusive allemande, a été annoncé comme imminent³². Ainsi toutes les autorisations nécessaires des États riverains de la Baltique nécessaires au lancement des travaux seront-elles réunies. Le Danemark, la Suède, la Finlande et la Russie, dont la zone économique exclusive est traversée par le gazoduc, avaient déjà donné leur accord.

Le gazoduc de la Baltique est un projet clé de la coopération énergétique germano-russe. Deux pipelines, d'un diamètre extérieur de 2,09 à 2,73 mètres chacun, doivent être posés sur le fond de la mer Baltique sur un tracé de 1 200 kilomètres entre les villes de Vyborg, aujourd'hui russe, et de Greifswald en Allemagne. Chaque pipeline a un diamètre intérieur de 1,22 mètre et peut acheminer 27,5 milliards de mètres cubes de gaz par an. En théorie, les 55 milliards de mètres cubes de gaz de ce gazoduc permettent d'approvisionner en énergie plus de 25 millions de foyers européens³³. Ce calcul se fonde sur les prévisions des promoteurs du projet, qui postulent que l'importation européenne de gaz passera de 336 milliards de mètres cubes par an aujourd'hui à 536 en 2015. Une fois la procédure d'agrément accomplie, le début des travaux est désormais prévu pour le printemps 2010. La mise en service de la première section est annoncée pour 2011, celle de la seconde pour 2012. La durée de vie du gazoduc est estimée à 50 ans. Sous le nom de « Nord Stream AG », le projet fédère Gazprom (51 %), le fournisseur allemand d'énergie Wintershall, filiale à 100 % de l'entreprise allemande BASF, et E.ON (20 % chacun), ainsi que la firme néerlandaise Gasunie (9 %) ³⁴.

Pendant près de cinq ans, le projet de gazoduc de la Baltique a subi des tirs croisés politiques transfrontaliers, dus aux spécificités de la genèse de cette grande ambition germano-russe.

³² *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 décembre 2009.

³³ *Die Pipeline-Nord Stream AG*, in www.nord-stream.com/de/the-pipeline.html.

³⁴ Gasunie exploite le pipeline BBL (Balgzand Bacton Line), qui relie la Grande-Bretagne au continent et qui pourrait à l'avenir fournir du gaz russe au Royaume-Uni.

L'accord sur le gazoduc a été signé par Gazprom et les groupes allemands E.ON et BASF/Winterhall le 8 septembre 2005, dix jours avant les élections législatives allemandes, en présence du chancelier allemand G. Schröder et du président russe V. Poutine. Pressentant probablement une défaite électorale, G. Schröder tenait à mettre sur les rails ce projet qui devait être son grand legs en matière de politique extérieure. Après avoir été battue dans les urnes, la coalition gouvernementale rouge-verte, qui n'expédiait plus que les affaires courantes, accorda même une garantie de recouvrement de 900 millions d'euros que Gazprom venait de demander pour la construction d'un conduit de gaz en Russie, mais qui n'a finalement pas été utilisée. À la grande surprise de l'opinion publique, l'ex-chancelier Schröder se mua d'*Elder Statesman* (« vétérans de la politique ») en *Elder Salesman* (« vétérans commerciaux ») au début de l'année 2006 : il devint un lobbyiste rémunéré en tant que tel et préside le comité d'actionnaires de Nord Stream AG, dont le siège se trouve dans le canton suisse de Zoug, où la réglementation fiscale est particulièrement avantageuse³⁵. Son plus proche collaborateur et éminence grise pour les questions opérationnelles y est Matthias Warnig, qui était jadis agent de la Stasi, en RDA.

Nonobstant, tant le gouvernement A. Merkel/F.-W. Steinmeier que le gouvernement A. Merkel/G. Westerwelle ont imperturbablement soutenu le projet d'un gazoduc en mer Baltique. La confrontation publique entre contempteurs et défenseurs de cette grande ambition, tant en Allemagne qu'à l'étranger, fut d'autant plus vive. Elle s'articulait autour de trois questions :

- À combien les dépenses pour le gazoduc de la Baltique s'élèvent-elles ?
- Le gazoduc de la Baltique accroît-il la dépendance vis-à-vis de la Russie et donc la vulnérabilité de l'Allemagne, et la diversification des approvisionnements ne serait-elle pas une meilleure solution ?
- Le gazoduc de la Baltique est-il un projet à dimension européenne ?

En réponse à la première question, des critiques affirment, en particulier en Pologne³⁶, que le gazoduc de la Baltique est un projet

³⁵ Ralf Neukirch, « Lobbyismus: Wie die einstigen Regierungspartner Joschka Fischer und Gerhard Schröder für konkurrierende Gas-Unternehmen werben », in *Der Spiegel*, 7/2010, p. 28-30.

³⁶ Stephan Raabe, « Der Streit um die Ostsee-Gaspipeline. Bedrohung oder notwendiges Versorgungsprojekt? », in *KAS-Auslandsinformationen*, 2/09, p. 76-77.

politique injustifiable économiquement. Un gazoduc terrestre à travers les États baltes et la Pologne coûterait moins cher, serait plus simple à construire et servirait aussi les intérêts des États membres orientaux de l'UE. Nord Stream AG chiffre le coût du passage du gazoduc en mer Baltique à 7,4 milliards d'euros et propose une contre-évaluation. Si le gazoduc était installé sur la terre ferme, les dépenses seraient au moins de 15 % plus élevées et, surtout, le temps de construction serait plus long : on peut poser 0,5 km de conduits par jour sur la terre ferme, contre trois kilomètres sous l'eau. S'ajouteraient à cela les redevances annuelles versées aux États traversés et la construction des stations de compression nécessaires.

À la requête de Nord Stream AG, le gouvernement allemand a assumé, avant Noël 2009, un cautionnement en deux parties pour les crédits à verser par les banques, dont la somme totale s'élève à 2,77 milliards d'euros. La première partie du cautionnement porte sur un crédit de 1,77 milliard d'euros, dont plus d'un milliard serait utilisé pour le seul achat des tuyaux au fabricant Europipe, implanté à Mühlheim. La deuxième partie porte sur un crédit financier non affecté d'un milliard d'euros. Le cautionnement dans son ensemble vise à aider les 27 banques emmenées par la Commerzbank à rassembler les 3,9 milliards d'euros de la tranche de crédit pour la construction du pipeline. Il est garanti par les recettes que le consortium veut tirer de l'acheminement du gaz de la Russie vers l'Allemagne³⁷.

En ce qui concerne la deuxième question, certains critiques font régulièrement remarquer que le gazoduc de la Baltique augmentera la dépendance déjà existante de l'Allemagne et de l'UE par rapport aux livraisons de gaz russes, et accroîtra donc leur vulnérabilité. L'attention politique devrait, selon eux, se porter davantage sur une diversification géographique de l'approvisionnement en gaz.

La dépendance des différents États membres de l'UE vis-à-vis du gaz russe est très variable. Tandis que la Finlande, la Slovaquie, les États baltes, la Grèce, la République tchèque et la Bulgarie couvrent 80 à 100 % de leurs besoins avec des importations russes, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie et la France ne dépendent du gaz russe que pour 10 à 30 % de leur consommation, l'Allemagne pour 37 % et la Pologne pour 55 %.

Déduire de la dépendance vis-à-vis de livraisons russes l'existence d'une menace contre la sécurité énergétique de l'Allemagne, c'est, d'après le spécialiste de la Russie Roland Götz³⁸,

³⁷ *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24 décembre 2009.

³⁸ Roland Götz, « Russland als Energieversorger Europas und Deutschlands », in *WeltTrends*, n° 66/mai-juin 2009, p. 34.

commettre une triple erreur. Premièrement, la fourniture de gaz n'est pas une affaire unilatérale : les entreprises russes ont elles-mêmes besoin de marchés stables sur lesquels elles peuvent vendre leurs produits à des clients solvables. Deuxièmement, la plupart des pays importateurs sont aussi des pays de transit pour le gaz russe et disposent donc eux aussi de moyens de pression contre la Russie, comme l'ont illustré les conflits autour du gaz qui ont opposé la Russie et l'Ukraine au début des années 2006 et 2009. Troisièmement, l'exportation de l'énergie mobilise différents acteurs – des petites et grandes entreprises, des sociétés de pipelines et de transports, ainsi que des propriétaires nationaux et étrangers –, dont l'hétérogénéité et le nombre rendent difficile la mise en œuvre d'une stratégie étatique unique vis-à-vis d'un pays donné.

D'après R. Götz, la marge de manœuvre russe est avant tout déterminée par l'éventail des options. La Russie ne dispose fondamentalement d'aucune option alternative à l'exportation d'énergie et n'est pas non plus libre de choisir ses partenaires, puisque 90 % de ses exportations énergétiques vont vers l'Europe. Les exportations énergétiques et leur interruption, le cas échéant, ne sont des moyens de pression pertinents que si la quantité affectée est faible (sinon, les répercussions sur l'économie de l'export sont trop importantes), si l'État importateur n'a, pour des raisons géographiques, que peu ou pas de solutions d'approvisionnement alternatives et n'est, enfin, pas un pays de transit indispensable. Ainsi la Russie ne peut-elle pas exercer de pressions contre l'Allemagne, mais seulement contre les États baltes membres de l'UE. Ceux-ci pourraient cependant, dans le cadre d'un système interconnecté, s'approvisionner au moyen d'oléoducs et de gazoducs qui restent à construire en Pologne. À la faveur d'un examen plus approfondi de la question, la vulnérabilité des États membres de l'UE tant déplorée ne se révèle être qu'un épouvantail politique peu impressionnant³⁹.

Une plus grande diversification géographique des approvisionnements en gaz naturel améliore indubitablement la sécurité énergétique. Elle pose cependant aussi la question de la fiabilité des nouveaux fournisseurs. La Norvège est incontestablement fiable, mais ne couvre pas complètement les besoins supplémentaires en gaz. La capacité de fourniture à long terme de la Russie est conditionnée par la rapide mise en exploitation des gisements géants de la presqu'île de Yamal et de la mer de Barents. Le projet européen d'un corridor de transport qui passerait par le Sud (le gazoduc Nabucco), développé en tant qu'alternative aux livraisons de gaz russes, n'est pas adapté à ce besoin, puisque sa capacité (30 milliards de mètres cubes) ne permet pas de remplacer les 150 à 200 milliards de mètres cubes de gaz russe importés annuellement.

³⁹ Roland Götz, *op. cit.*, p. 38-39.

En outre, la question de l'approvisionnement de ce gazoduc reste ouverte, de même que celle du rôle de la Turquie, qui souhaiterait être un centre de distribution autonome en plus d'être un pays de transit.

Quant à la troisième question, certains critiques – et pas seulement en Pologne – affirment que le Nord Stream participe d'une « voie particulière allemande » qu'emprunteraient les relations bilatérales germano-russes et qui laisserait de côté l'UE et ses partenaires. Cette affirmation est inexacte, puisque dès le début de l'année 2000, la Commission européenne a intégré à son Réseau TransEuropéen de l'Énergie (TEN-E) le projet d'un gazoduc en Baltique, projet qui était alors russo-finlandais. Ce faisant, la Commission le classait parmi les projets d'intérêt européen. Dans les années 2003 et 2006, alors que le gazoduc de la Baltique était devenu un projet germano-russe, cette dimension européenne a été confirmée en vertu des Lignes directrices de l'UE. Comme d'autres projets, le gazoduc de la Baltique a une dimension européenne claire et est prioritaire. D'autres confirmations ultérieures ont été pourvues de la mention selon laquelle la Commission européenne ne prenait pas en considération qu'un seul projet de pipeline, celui de l'oléoduc Nabucco (mer Caspienne-Europe centrale), et se réservait la possibilité d'élire d'autres projets⁴⁰.

⁴⁰ Stephan Raabe, *op. cit.*, p. 78-79.

Conclusion :

perspectives des relations économiques germano-russes

Si les facteurs déterminants énumérés ci-dessus restent valables pour une coopération économique très diversifiée et que les mesures prises pour résoudre la crise financière et économique se révèlent efficaces, deux variantes de développement des relations économiques germano-russes sont alors envisageables.

La **variante dynamique** pose comme hypothèse de départ que, suite à la crise, les partenaires misent sur un développement durable. La politique et l'économie allemandes devraient alors aider la Russie plus qu'elles ne le font déjà à construire l'économie intelligente souhaitée par le président Medvedev, en renforçant le transfert de savoir-faire et de technologies dans les cinq domaines clés cités (technologie médicale/pharmaceutique, efficacité énergétique, énergie nucléaire, spatial, télécommunications et technologies de l'information), et en explorant plus avant les pistes de coopération identifiées. Le gouvernement du Premier ministre V. Poutine devrait alors accepter d'ouvrir des pans stratégiques de l'économie russe à des investissements et des participations de partenaires allemands, en particulier dans le cadre de la privatisation des entreprises d'État russes. Si les deux partenaires se résolvent à se comporter ainsi, ils pourront ouvrir la voie à un nouvel essor de la coopération bilatérale, après le recul de 2009, et à une interconnexion progressive des deux économies dans des domaines choisis. Peu à peu, leur coopération correspondra à l'image que l'on se fait d'un partenariat économique stratégique solide.

Les réformes structurelles nécessaires du côté russe peuvent prendre un temps considérable. L'hypothèse plus vraisemblable d'une **variante de développement modéré** postule que la coopération continuera à passer par les structures traditionnelles. En dépit d'entraves et de réticences de chaque côté, l'ouverture de nouveaux champs de coopération au travers de nouveaux instruments de coopération, tels que la *Deutsch-Russische Energieagentur* (Agence de l'énergie germano-russe) et le *Deutsch-*

Russisches Rohstoffforum (Forum des matières premières germano-russe)⁴¹, reste tout à fait possible. Une telle densification pragmatique des relations de coopération ne saurait toutefois être qualifiée de partenariat stratégique. Elle constituerait néanmoins un gain politique pour les deux parties et laisserait ouvertes des possibilités de développement pour l'avenir.

⁴¹ Edmund Stoiber, « Kooperation mit mehr Energie – Plädoyer für eine europäisch-russische Rohstoff-Partnerschaft », in *Internationale Politik (IP)*, janvier/février 2010, p. 94-96 ; Klaus Töpfer, « Das Deutsch-Russische Rohstoff-Forum : Hintergründe-Aktivitäten-Ziele », in *Das Jahrbuch für Deutsch-Russische Wirtschaftsbeziehungen*, édition 2010, p. 50-51.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur et responsable de la publication des *Notes du Cerfa* et des *Visions Franco-Allemandes*. Nele Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».